



Le 22 décembre 2017

PAR COURRIEL



La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information datée du 20 novembre 2017, reçue par courriel le 22 novembre 2017, et pour laquelle un accusé de réception vous a été transmis le 22 novembre 2017. Votre demande est ainsi formulée :

*«Obtenir copie de tout document que détient votre organisme et me permettant de voir :*

*1. Obtenir la liste des noms représentant les 25 firmes/compagnies qui ont reçu les plus gros contrats informatiques \$ par votre organisme pour chacune des années suivantes 2010,2011,2012,2013,2014, 2015,2016 et 2017 à ce jour, le 20 novembre. Je veux les noms complets de ces 25 firmes/compagnies.*

*2. Les documents devront aussi montrer le nom de chacune de ces 25 firmes/compagnies ayant reçu les plus importants contrats \$ informatiques par votre organisme mais également le nombre de contrats reçus par année par chacune de ces 25 firmes/compagnies 2010,2011,2012,2013,2014,2015,2016 et 2017 à ce jour, le 20 novembre.*

*3. Les documents devront aussi me permettre de voir la valeur totale en argent \_\_\_\_\_\$ reçu pour des contrats informatiques pour les années 2010,2011,2012,2013,2014,2015,2016,2017 à ce jour le 20 novembre 2018 et ce pour chacune de ces 25 grandes firmes/compagnies. (POUR CHACUNE DE CES 25 firmes/compagnies informatiques par année) isoler aussi les coûts additionnels en argent et ou extras payés \_\_\_\_\_\$ pour chacune des ces 25 compagnies/firmes informatiques pour les années 2010,2011,2012,2013,2014, 2015,2016 et 2017 à ce jour, le 20 novembre.*

---

*1. Obtenir copie de tout document que détient votre organisme me permettant de voir le nombre de contrats informatiques octroyés par année par votre organisme pour chacune des années suivantes, 2010,2011,2012,2013,2014,2015,2016,2017 à ce jour, le 20 novembre ainsi que le montant total en argent \_\_\_\_\_\$ versé pour l'ensemble des contrats informatiques à tous les firmes/compagnies informatiques faisant des affaires avec votre organisme et ce pour chacune de ces firmes par année.*

*2. Obtenir copie de tout document que détient votre organisme et me permettant de voir les montants additionnels et ou extras versés à des firmes/compagnies*

[REDACTED]

*informatiques par année par votre organisme et ce pour chacune des années suivantes, 2010,2011,2012,2013,2014, 2015,2016,2017 à ce jour, le 20 novembre. Les documents devront montrer par année le nombre total de contrats octroyés par année ainsi que la valeur total de ces extras et ou coûts additionnels. »*

Nous comprenons de votre demande que vous visez à obtenir l'information concernant les firmes informatiques, c'est-à-dire les contrats de services-conseils pour des besoins spécifiques en informatique ainsi que les contrats informatiques, soit les contrats qui concernent les logiciels, licences, support et entretien ainsi que le matériel informatique.

Premier volet de votre demande : firmes informatiques

Nous comprenons de votre demande que vous souhaitez obtenir tout document contenant la liste des 25 firmes / compagnies informatiques ayant reçu les plus gros contrats informatiques, et ce depuis 2010, soit les firmes / compagnies qui ont obtenu des contrats de services-conseils pour des besoins spécifiques en informatique, ce qui exclut les contrats d'acquisition de logiciels, de licences, de matériel informatique et de support et entretien.

En réponse à ce premier volet de votre demande qui couvre les points 1 à 3 pour les firmes / compagnies informatiques, vous trouverez ci-jointe une liste des fournisseurs informatiques qui nous ont accompagnés pour des services-conseils pour des besoins spécifiques en informatique ainsi que le nombre de contrats pour les années 2010 à 2016 inclusivement.

Ces informations sont les seules informations que nous pouvons vous transmettre. Nous sommes d'avis, en effet, que nous ne pouvons vous fournir davantage d'information que celles transmises avec la présente réponse compte tenu des articles 21, 22, 27 et 35 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (« Loi sur l'accès »). En effet, si d'autres documents étaient visés par votre demande, leur divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir l'un ou l'autre des effets énoncés à ces articles. Vous êtes d'ailleurs sans doute en mesure d'apprécier que la nature même de tels documents amène l'application de ces articles de la Loi sur l'accès. Il en va de même des conséquences qui découleraient vraisemblablement de leur divulgation.

À titre d'exemple, tel que mentionné, les documents qui pourraient être visés comportent des informations stratégiques et confidentielles. Leur divulgation porterait atteinte aux intérêts économiques de la Caisse et de la collectivité à l'égard de laquelle elle est compétente. Cela risquerait notamment de nuire de façon substantielle à sa compétitivité, sans oublier le préjudice important qui pourrait lui être causé ainsi qu'à des tiers qui pourraient être impliqués. Elle aurait aussi vraisemblablement pour effet de révéler une stratégie de négociation de contrat.

D'ailleurs, comme la divulgation de ces renseignements risquerait vraisemblablement d'avoir un impact sur des tiers, ces renseignements ne pourraient vous être communiqués sans qu'ils n'en soient d'abord avisés et qu'ils puissent faire valoir leurs représentations,

notamment dans le cadre des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès. Nous réservons donc nos droits à cet égard.

Vous comprendrez également que nous devons nous assurer de protéger tout renseignement personnel. L'article 53 de la Loi sur l'accès trouve ici application.

#### Deuxième volet de votre demande : contrats informatiques

En ce qui a trait au deuxième volet de votre demande, nous comprenons que vous souhaitez obtenir tout document que nous détenons vous permettant de voir le nombre de contrats informatiques octroyés par année depuis 2010 ainsi que le montant total versé et les montants additionnels et / ou extras versés à des firmes par année.

En réponse à ce volet de votre demande, nous vous informons que nous n'avons pas de documents qui répondent à votre demande telle que formulée et qu'il nous serait impossible de constituer un tel document pour y répondre. À cet effet, nous réservons nos droits en vertu de l'article 137.1 de la Loi sur l'accès.

Par ailleurs, sous réserve de nos droits en vertu de 137.1, nous sommes d'avis nous ne pouvons vous fournir davantage d'information que celles transmises avec la présente réponse compte tenu des articles 21, 22, 27 et 35 de la Loi sur l'accès. En effet, leur divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir l'un ou l'autre des effets énoncés à ces articles. Vous êtes d'ailleurs sans doute en mesure d'apprécier que la nature même des documents amène l'application de ces articles de la Loi sur l'accès. Il en va de même des conséquences qui découleraient vraisemblablement de leur divulgation.

À titre d'exemple, tel que mentionné, les documents qui pourraient être visés comportent des informations stratégiques et confidentielles. Leur divulgation porterait atteinte aux intérêts économiques de la Caisse et de la collectivité à l'égard de laquelle elle est compétente. Cela risquerait notamment de nuire de façon substantielle à sa compétitivité, sans oublier le préjudice important qui pourrait lui être causé ainsi qu'à des tiers qui pourraient être impliqués. Elle aurait aussi vraisemblablement pour effet de révéler une stratégie de négociation de contrat.

D'ailleurs, comme la divulgation de ces renseignements risquerait vraisemblablement d'avoir un impact sur des tiers, ces renseignements ne pourraient vous être communiqués sans qu'ils n'en soient d'abord avisés et qu'ils puissent faire valoir leurs représentations, notamment dans le cadre des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès. Nous réservons donc nos droits à cet égard.

Vous comprendrez également que nous devons nous assurer de protéger tout renseignement personnel. L'article 53 de la Loi sur l'accès trouve ici application.

[REDACTED]

En terminant, pour votre information, nous vous joignons copie des articles 21, 22, 23, 24, 27, 35, 53, 137.1 et vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la Loi sur l'accès :

«135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai.»

Veillez agréer, [REDACTED] mes salutations distinguées.

[REDACTED]

Ginette Depelteau  
Vice-présidente principale,  
Conformité et investissement responsable et  
Responsable de l'accès à l'information  
et de la protection des renseignements personnels

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR   | NOMBRE |
|-------|---|--------|
| 2010  | 9063-6846 Québec Inc.   | 2      |
| 2010  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)                           | 9      |
| 2010  | 9205-2232 Québec Inc. (Noverka Conseil)                         | 3      |
| 2010  | Algorithmics Incorporated                                       | 1      |
| 2010  | Bazinet & Associés(es) Inc.                                     | 7      |
| 2010  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc.              | 25     |
| 2010  | Consolutys Inc.   | 3      |
| 2010  | Dempton Solutions Technologiques Inc.                           | 4      |
| 2010  | DMR, une division de Fujitsu Conseil (Canada) Inc.              | 6      |
| 2010  | eFront Solutions Financières, Inc.                              | 5      |
| 2010  | EquiSoft Inc.   | 7      |
| 2010  | Facilité Informatique Canada Inc.                               | 4      |
| 2010  | GFI Conseils Inc.   | 9      |
| 2010  | Groupe Conseil OSI Inc.   | 19     |
| 2010  | Groupe GSoft Inc.   | 10     |
| 2010  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                             | 8      |
| 2010  | Groupe LGS Inc.   | 8      |
| 2010  | Keeox Technologie Inc.  | 14     |
| 2010  | Procima Experts Inc.  | 2      |
| 2010  | R3D Services Conseils Inc.                                      | 5      |
| 2010  | Runes Technologies Inc.   | 35     |
| 2010  | Sirius, Services Conseils en Technologies de l'Information Inc. | 4      |
| 2010  | Source Évolution Inc.   | 11     |
| 2010  | Techno 5 Inc.   | 13     |
| 2010  | Xolutions Inc.  | 3      |

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR   | NOMBRE |
|-------|---|--------|
| 2011  | 9063-6846 Québec Inc.                               | 3      |
| 2011  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)               | 6      |
| 2011  | 9205-2232 Québec Inc. (Noverka Conseil)             | 2      |
| 2011  | Centre Data Network Inc.                            | 3      |
| 2011  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc.* | 1      |
| 2011  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc.  | 36     |
| 2011  | Deloitte Inc.                                       | 4      |
| 2011  | DMR, une division de Fujitsu Conseil (Canada) Inc.  | 5      |
| 2011  | E3 Services Conseils Inc.                           | 5      |
| 2011  | eFront Solutions Financières, Inc.                  | 3      |
| 2011  | Facilité Informatique Canada Inc.                   | 10     |
| 2011  | Groupe Conseil FXInnovation Inc.                    | 2      |
| 2011  | Groupe Conseil OSI Inc.                             | 4      |
| 2011  | Groupe GFI Conseils Inc.                            | 5      |
| 2011  | Groupe GSoft Inc.                                   | 11     |
| 2011  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                 | 3      |
| 2011  | Groupe Nexio Inc.                                   | 3      |
| 2011  | Keeox Technologie Inc.                              | 16     |
| 2011  | Larochelle Groupe Conseil Inc.                      | 7      |
| 2011  | Le Groupe Conseil Code-6 Inc.                       | 7      |
| 2011  | Matricis Informatique Inc.                          | 2      |
| 2011  | Procima Experts Inc.                                | 11     |
| 2011  | R3D Conseil Inc.                                    | 4      |
| 2011  | Runes Technologies Inc.                             | 21     |
| 2011  | Source Évolution Inc.                               | 7      |
| 2011  | Techno 5 Inc.                                       | 12     |

\* Contrat cadre d'impartition avec cette firme

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR  | NOMBRE |
|-------|--|--------|
| 2012  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)              | 2      |
| 2012  | 9192-1106 Québec inc.                              | 2      |
| 2012  | 9205-2232 Québec Inc. (Noverka Conseil)            | 4      |
| 2012  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc. | 58     |
| 2012  | Consolutys Inc.                                    | 3      |
| 2012  | Deloitte Inc.                                      | 2      |
| 2012  | E3 Services Conseils Inc.                          | 11     |
| 2012  | EquiSoft Inc.                                      | 2      |
| 2012  | ESI Technologies de l'Information Inc.             | 5      |
| 2012  | Facilité Informatique Canada Inc.                  | 8      |
| 2012  | FX Innovation Inc.                                 | 2      |
| 2012  | GFI Conseils Inc.                                  | 1      |
| 2012  | Groupe GSoft Inc.                                  | 9      |
| 2012  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                | 4      |
| 2012  | Groupe Nexio Inc.                                  | 6      |
| 2012  | Keoox Technologie Inc.                             | 3      |
| 2012  | Larochelle Groupe Conseil Inc.                     | 18     |
| 2012  | Procima Experts Inc.                               | 8      |
| 2012  | R3D Conseil Inc.                                   | 3      |
| 2012  | Runes Technologies Inc.                            | 14     |
| 2012  | SAP Canada Inc.                                    | 1      |
| 2012  | Stratevo Conseil Inc.                              | 1      |
| 2012  | Team Trade Americas                                | 3      |
| 2012  | Techno 5 Inc.                                      | 2      |
| 2012  | Vision Solutions & Technologies Inc.               | 2      |

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR  | NOMBRE |
|-------|--|--------|
| 2013  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)              | 9      |
| 2013  | 9192-1106 Québec inc.                              | 5      |
| 2013  | Centre Data Network Inc.                           | 2      |
| 2013  | Cofomo Inc.  | 1      |
| 2013  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc. | 53     |
| 2013  | Consolutys Inc.                                    | 3      |
| 2013  | Courtech Recrutement et Services Conseils          | 1      |
| 2013  | Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.                       | 2      |
| 2013  | E3 Services Conseils Inc.                          | 4      |
| 2013  | Exception Services-Conseils Inc.                   | 3      |
| 2013  | Facilité Informatique Canada Inc.                  | 9      |
| 2013  | Groupe Conseil FXInnovation Inc.                   | 2      |
| 2013  | Groupe GSoft Inc.                                  | 4      |
| 2013  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                | 3      |
| 2013  | Groupe Nexio Inc.                                  | 8      |
| 2013  | Horizons RH Inc.                                   | 2      |
| 2013  | Keoox Technologie Inc.                             | 3      |
| 2013  | Larochelle Groupe Conseil Inc.                     | 13     |
| 2013  | Les Consultants Team Trade Inc.                    | 7      |
| 2013  | Odesia Solutions Inc.                              | 3      |
| 2013  | Procima Experts Inc.                               | 11     |
| 2013  | Runes Technologies Inc.                            | 7      |
| 2013  | SecurEcom Services Conseils Inc.                   | 4      |
| 2013  | Techno 5 Inc.                                      | 1      |
| 2013  | Vision Solutions & Technologies Inc.               | 4      |

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR  | NOMBRE |
|-------|--|--------|
| 2014  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)              | 6      |
| 2014  | Acceo Solutions Inc.                               | 2      |
| 2014  | Cofomo Inc.  | 1      |
| 2014  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc. | 40     |
| 2014  | Consolutys Inc.                                    | 1      |
| 2014  | Courtech Recrutement et Services Conseils          | 2      |
| 2014  | Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.                       | 2      |
| 2014  | E3 Services Conseils Inc.                          | 8      |
| 2014  | En Toute Confiance Inc. (In Fidem)                 | 2      |
| 2014  | Exception Services-Conseils Inc.                   | 2      |
| 2014  | Facilité Informatique Canada Inc.                  | 3      |
| 2014  | Groupe GSoft Inc.                                  | 3      |
| 2014  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                | 4      |
| 2014  | Groupe Nexio Inc.                                  | 3      |
| 2014  | Groupe Nexio Sélect Inc.                           | 7      |
| 2014  | Ktalysis Inc.                                      | 1      |
| 2014  | Larochelle Groupe Conseil Inc.                     | 13     |
| 2014  | Les Consultants Team Trade Inc.                    | 3      |
| 2014  | Procima Experts Inc.                               | 5      |
| 2014  | R3D Conseil Inc.                                   | 1      |
| 2014  | Runes Technologies Inc.                            | 1      |
| 2014  | SecurEcom Services Conseils Inc.                   | 3      |
| 2014  | Société Teksystems Canada Inc.                     | 1      |
| 2014  | Stratevo Conseil Inc.                              | 1      |
| 2014  | WeBenchmark, LLC                                   | 2      |

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR  | NOMBRE |
|-------|--|--------|
| 2015  | 9068-8250 Québec Inc. (Le Groupe TGC)              | 9      |
| 2015  | Acceo Solutions Inc.                               | 2      |
| 2015  | Akilon Technologies Inc.                           | 4      |
| 2015  | Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc. | 57     |
| 2015  | Courtech Recrutement et Services Conseils          | 1      |
| 2015  | Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.                       | 1      |
| 2015  | E3 Services Conseils Inc.                          | 10     |
| 2015  | En Toute Confiance Inc. (In Fidem)                 | 4      |
| 2015  | EXIA Inc.  | 3      |
| 2015  | Facilité Informatique Canada Inc.                  | 14     |
| 2015  | Groupe Conseil FXInnovation Inc.                   | 1      |
| 2015  | Groupe Informatique Techsolcom Inc.                | 1      |
| 2015  | Groupe Nexio Inc.                                  | 2      |
| 2015  | Groupe Nexio Sélect Inc.                           | 11     |
| 2015  | Ktalysis Inc.                                      | 5      |
| 2015  | Larochelle Groupe Conseil Inc.                     | 29     |
| 2015  | Les Consultants Team Trade Inc.                    | 2      |
| 2015  | Microsoft Canada Inc.                              | 1      |
| 2015  | Odesia Solutions Inc.                              | 4      |
| 2015  | Procima Experts Inc.                               | 2      |
| 2015  | SecurEcom Services Conseils Inc.                   | 6      |
| 2015  | Société Conseil Groupe LGS                         | 1      |
| 2015  | Transcontinental Interactif Inc. (Totem)           | 1      |

## Firmes informatiques

| ANNÉE | FOURNISSEUR                                      | NOMBRE |
|-------|--|--------|
| 2016  | Cofomo Consultants en informatique               | 4      |
| 2016  | Conseillers en gestion et informatique CGI inc.* | 1      |
| 2016  | Conseillers en gestion et informatique CGI inc.  | 28     |
| 2016  | E3 Services conseils                             | 9      |
| 2016  | EXIA (Ancien nom Procima Experts inc.)           | 4      |
| 2016  | Facilite Informatique Canada (F.I.C.) inc.       | 8      |
| 2016  | FX Innovation                                    | 8      |
| 2016  | Groupe Informatique Techsolcom inc.              | 4      |
| 2016  | Groupe Nexio inc..                               | 2      |
| 2016  | Groupe Nexio Select inc.                         | 16     |
| 2016  | Groupe TGC                                       | 5      |
| 2016  | Havas Canada Holdings inc.                       | 1      |
| 2016  | IN Fidem inc.                                    | 3      |
| 2016  | Ktalysis inc.                                    | 5      |
| 2016  | Larochelle Groupe Conseil inc.                   | 20     |
| 2016  | Odesio Decision inc.                             | 4      |
| 2016  | Procom Québec inc.                               | 2      |
| 2016  | Securecom Services Conseils inc.                 | 1      |

\* Contrat cadre d'impartition avec cette firme

## **LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**21.** Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou

2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

1982, c. 30, a. 21.

**22.** Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

1982, c. 30, a. 22; 2006, c. 22, a. 11.

**23.** Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

**24.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

**27.** Un organisme public peut refuser de communiquer un renseignement dont la divulgation aurait vraisemblablement pour effet de révéler un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective ou de contrat, pendant huit ans à compter du début de la négociation.

Il peut également refuser de communiquer, pendant dix ans à compter de sa date, une étude préparée en vue de l'imposition d'une taxe, d'un tarif ou d'une redevance.

1982, c. 30, a. 27.

**35.** Un organisme public peut refuser de communiquer les mémoires de délibérations d'une séance de son conseil d'administration ou, selon le cas, de ses membres dans l'exercice de leurs fonctions, jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze ans de leur date.

1982, c. 30, a. 35.

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**137.1.** La Commission peut autoriser un organisme public à ne pas tenir compte de demandes manifestement abusives par leur nombre, leur caractère répétitif ou leur caractère systématique ou d'une demande dont le traitement serait susceptible de nuire sérieusement aux activités de l'organisme.

Il en est de même lorsque, de l'avis de la Commission, ces demandes ne sont pas conformes à l'objet des dispositions de la présente loi sur la protection des renseignements personnels.

2006, c. 22, a. 92.